



Adresse postale:
21 ter rue voltaire
75011 PARIS contact@ac-chomage.org

Manifeste pour une société juste, équitable, solidaire et tolérante

A l'attention des candidat(e)s à l'élection présidentielle 2012

Dès la fin du XIX siècles des prémices laissaient entrevoir la fin du capitalisme et de l'économie de marché. Il aura fallu deux guerres mondiales au XX siècle, des guerres coloniales, et ensuite des soutiens à des dictatures pour sauver le système. Ces soutiens implicites ou explicites qui font l'objet de procédures judiciaires aujourd'hui.

Les trente glorieuses n'ont été qu'un feu d'artifice dans une économie marchande vouée à l'échec.

A partir des années 1973, nous commencerons à prendre conscience des limites de notre système avec la montée en puissance d'un chômage de masse qui atteindra en 1993 plus de trois millions de chômeurs et aujourd'hui en 2012 plus de cinq millions.

La mondialisation n'est pas seule responsable de cela. Les véritables responsables, pour ne pas dire coupables, ce sont les politiques, la finance, les actionnaires, les spéculateurs, les profiteurs et les exploités de tout bord.

La mondialisation a servi de prétexte pour imposer des mesures drastiques et d'austérité conduisant aujourd'hui des pays à la faillite et les peuples à la misère ; tout cela à des fins de profits et d'enrichissement personnel.

Nous sommes revenus vers une logique oligarchique et féodale.

Sous des aspects démocratiques tendancieux et de progrès, règnent la concussion, la corruption; les affaires conduisant au déclin.

L'Europe et l'UE ne servent pas l'intérêt des peuples. Les citoyens ont-ils dit oui à une « constitution européenne » en 2005 ? Ils ont dit non à juste titre car ce qu'ils souhaitaient c'était une Europe sociale et non une Europe mercantile. Une Europe qui harmonise les législations et les droits notamment en matière sociale et les salaires vers le haut.

Ce constat nous renvoie vers des mesures politiques sur notre territoire.

Depuis 2002, et surtout 2005 jusqu'à aujourd'hui, les choses se sont particulièrement dégradées avec une volonté de nuire à l'ensemble et à l'unité de la nation en opposant les uns contre les autres. Notre pays est devenu un pays de contrôle, du rejet de l'autre, de l'intolérance.

Un durcissement des conditions de vie s'est accru et touche les plus vulnérables, les précaires, les chômeurs, les « sans droit - sans toit ». Mais aussi celles et ceux qui vivent avec de faibles revenus comme les retraités, les invalides, les bénéficiaires de minima sociaux.

De rappeler ici que le préambule de la Constitution prévoit des moyens convenables d'existence à titre individuel. L'accès à la santé et à l'éducation sans distinction.

La situation concernant le pouvoir d'achat n'est guère brillante : augmentations prohibitives du coût des produits à la consommation, des loyers, de la fiscalité, des transports publics, des mutuelles. Baisse des remboursements en matière de santé et de soins, baisse de multiples allocations dont celles liées au logement, diminution des aides sociales.

Quant à l'emploi et à la politique de l'emploi.

« La raison première du chômage reste le manque du travail » dixit Christine Erchel économiste au centre études de l'emploi.

30 milliards d'exonération de charges sociales et /ou avantages par an profitent aux entreprises qui n'emploient pas, pire qui délocalisent.

Il y a lieu ici à d'introduire un conventionnement en matière des financements publics. Quand une entreprise fait l'objet d'une faillite frauduleuse ou délocalise alors qu'elle a fait des profits, elle doit rembourser toute aide publique consentie.

D'autant que cela pèse sur la collectivité en matière d'implantation et d'installation (infrastructures) et sur le dos des contribuables. La taxe professionnelle permettait une juste répartition des charges.

Quant à Pôle emploi, la politique actuelle conduit à la stigmatisation des chômeurs et des bénéficiaires du RSA qui seraient responsables de leur et de la situation qu'on leur impose.

Il serait long ici d'exposer les travers d'un système inique à travers des situations. Que dire des citoyens livrés à la suspicion, au contrôle, au fichage. Les pauvres ne sont pas les responsables d'un déficit chronique.

Les mouvements sociaux non pas été épargnés lors de ces dernières années. La répression a été forte à l'encontre des militants, conduisant à des peines sans communes mesures.

Ceci est inadmissible. Ceci est intolérable.

5 millions de chômeurs et précaires – 8 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté et combien non répertoriés.

AC ! depuis 1994 assène des vérités et lutte en matière de justice sociale, de répartition des richesses et du temps de travail et de son émancipation quant à l'exploitation des salariés et de leurs conditions. A des valeurs de partage tout à fait réalistes et réalisables.

C'est à cet objectif que nous nous tenons.

Aussi, quelles intentions avez-vous, Madame, Monsieur le Candidat, qui ici prendront valeur de contrat social, pour réduire les inégalités, pour abolir les mesures néfastes prises lors du dernier quinquennat, mais également avant.

Pour revenir aux acquis dus au Conseil National de la Résistance. Pour revenir à la modération, au respect des conventions ratifiées par la France en matière de droits. Pour assurer un revenu d'existence égal au SMIC, indexé, pour toutes et tous. Pour augmenter les salaires. Pour assurer à toutes et à tous la protection sociale au plus haut degré et sans condition. Pour assurer un logement pour toutes et tous ainsi que l'accès aux fournitures d'énergies en toute saison. (pas d'expulsion sans relogement – lutte contre les loyers prohibitifs – réquisition des logements publics non occupés et friches industrielles).

De mettre fin à la privatisation des services publics.

D'appliquer l'article 9 du préambule de la Constitution de 1946 en ce qui concerne les sources d'énergie. 3,8 millions de foyers soit 8 millions de personnes peinent à payer les factures de gaz et d'électricité.

De mettre fin aux monopoles privés dont l'intérêt est de service public.

De mettre fin à la prébende, à la prévarication, à la collusion et aux conflits d'intérêts.

De mettre fin aux « rafles », concernant les immigrés et travailleurs sans papier, qui conduisent à des situations inhumaines.

De mettre fin aux licenciements boursiers avec effet confiscatoire de l'outil de production.

De créer des emplois socialement utiles et d'accorder aux associations comme la nôtre une réelle légitimité et représentativité.

Merci de votre réponse ; recevez nos salutations citoyennes.

A candidat(e) :